

unité départementale d'Ille et Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 RENNES

RENNES, le 21 août 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/06/2023

Contexte et constats

Publié sur 

SMICTOM Centre Ouest (Gaël)

5 ter rue de Gaël
35290 Saint-Méen-le-Grand

Code AIOT : 0005515907

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/06/2023 dans l'établissement SMICTOM Centre Ouest (Gaël) implanté Point Clos Centre de stockage de déchets 35290 Gaël. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SMICTOM Centre Ouest (Gaël)
- Point Clos Centre de stockage de déchets 35290 Gaël
- Code AIOT : 0005515907
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Il s'agit d'une unité de valorisation organique de déchets ménagers ainsi que d'un centre de stockage de déchets non dangereux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Vérification de l'autosurveillance
- Conformité des piézomètres

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 12/03/2013, article 8.2.2.1	/	Sans objet
14	Identification des piézomètres	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8	/	Sans objet
15	Protection des piézomètres	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Emssions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 12/03/2013, article 8.2.1	/	Sans objet
2	Emissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 12/03/2013, article 8.2.1.1	/	Sans objet
3	Emissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 12/03/2013, article 8.2.1.2	/	Sans objet
4	Eaux	Arrêté Préfectoral du 12/03/2013, article 8.2.2	/	Sans objet
6	Lixiviats	Arrêté Préfectoral du 12/03/2013, article 8.2.2.2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 12/03/2013, article 8.2.2.3	/	Sans objet
8	Bilan hydrique	Arrêté Préfectoral du 12/03/2013, article 8.2.2.4	/	Sans objet
10	Surveillance des eaux	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	/	Sans objet
11	Surveillance des eaux	Arrêté Ministériel du 01/02/1998, article 64-a-2°	/	Sans objet
13	Entretien des piézomètres	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 11	/	Sans objet
16	Protection des piézomètres	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8	/	Sans objet
17	Remise en état	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 13	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation de cette installation s'effectue en prenant en considération l'ensemble des enjeux environnementaux inhérents à ce type d'activité. L'Inspection a apprécié la gestion rigoureuse de cet établissement. Toutefois, l'Inspection invite l'exploitant à mener une réflexion sur certaines prescriptions de son Arrêté Préfectoral qui ne semblent, aujourd'hui plus être adaptées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Emissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2013, article 8.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les résultats de mesures hors mesures olfactives sont rapportées aux conditions normales de températures et de pression, c'est à dire 27 °K avec une pression de , kPa, avec une teneur en oxygène de % sur gaz sec
Constats : Les analyses des rejets atmosphériques sont effectuées par le prestataire agréé IRH. Les résultats de mesures sont rapportées aux conditions de températures de 273 °K, d'une pression de 1,103 bar. La teneur en oxygène est mesurée et le résultats est corrigé en tenant également compte de ce taux. Ex:Oxygène référence 11 % Valeur CO mesurée: 59 mg/Nm3 Oxygène mesurée 10,6 % Valeur CO corrigée: 61 mg/Nm3
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Emissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2013, article 8.2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant procède au moins mensuellement à des analyses de la composition du biogaz capté dans son installation, en particulier en ce qui concerne les teneurs en CH₄, CO₂, H₂S, H₂ et H₂O. En cas de destruction par combustion, les gaz de combustion doivent être portés à une température minimale de 900 °C pendant une durée supérieure à 0,3 seconde. La température doit être mesurée en continu et faire l'objet d'un enregistrement ou d'un système régulier de suivi. Les émissions de SO₂, CO, HCL et HF issues de chaque dispositif de combustion font l'objet d'une campagne annuelle d'analyse par un organisme extérieur compétent. Un renforcement des analyse voire une campagne d'évaluation de l'impact olfactif pourront être demandés par l'inspecteur des installations classées en cas de production anormale ou de fortes émissions odorantes, afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.</p>
<p>Constats : Une mesure est effectuée mensuellement au niveau des puits de biogaz sur les paramètres prévus par l'Arrêté Préfectoral du 12 mars 2013. La torchère de l'ISDND du Point Clos est active et procède à la combustion du biogaz. Cette torchère est un équipement de la société BIOM qui est en charge du suivi, des prélèvements ainsi que du réglage de cet équipement. La température de brûlage est mesurée en continu. Elle est de 1100 °C. Tous les 3 mois, des mesures sont effectuées au niveau de la torchère sur les paramètres suivants: CH₄, CO₂, O₂, CO, H₂, Humidité relative, température. Ces données sont enregistrées et suivies trimestriellement. Des analyses annuelles sont effectuées par un prestataire extérieur agréé, la société IRH qui procède à l'analyse des paramètres suivants: HCL, O₂, HF, O₂, CO₂, CO. En cas de non respect des mesures effectuées par IRH, l'exploitant prévient la société BIOM qui modifie les paramètres de combustion de la torchère et l'exploitant fait procéder à de nouvelles mesures.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Emissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2013, article 8.2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un contrôle annuel des débits de sortie de l'installation de traitement de l'air doit être effectué en période estivale ainsi que des concentrations normalisées en hydrogène sulfuré (H ₂ S) et en ammoniac (NH ₃). Une campagne de mesure des débits d'odeurs sera effectuée dans un délai d'un an à compter de la date de mise en service des nouvelles installations puis tous les trois ans par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des IIC.
Constats : Une mesure des paramètres H ₂ S et NH ₃ ainsi que la vitesse d'éjection est effectuée annuellement par la société IRH. Les odeurs sont quant à elles mesurées tous les trois ans. Le dernier contrôle a été effectué en 2022 par le prestataire TC INNOV (130 Uo/Nm ³).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2013, article 8.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les débits de rejet au milieu naturel sont mesurés chaque jour travaillé. Les résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé tenu à la disposition de l' IIC
Constats : L'exploitant tient à jour un registre des débits de rejets vers le milieu naturel. Cependant, ce registre n'est pas informatisé mais est dactylographié et tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées. Ces mesures sont effectuées du lundi au vendredi (jours travaillés).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2013, article 8.2.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le site est muni d'au moins trois piézomètres pour effectuer des prélèvements d'eau dans la nappe. Ces piézomètres, implantés en périphérie de l'aire de dépôt, sont situés pour l'un des ouvrages en amont de la zone de stockage et pour les deux autres en aval. Ils sont établis, entretenus et exploités selon les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 28 novembre 2003 fixant les dispositions applicables dans le département d'Ille-et-Vilaine à la réalisation, l'entretien et l'exploitation des forages. Il est procédé tous les 2 ans pendant 4 ans puis ensuite tous les 5 ans à une analyse des eaux souterraines au droit de chaque piézomètre sur les paramètres suivants : Physico-chimiques : pH, Potentiel rédox, résistivité, NO₂, NO₃, NH₄, Cl, SO₄, PO₄, K, Ca, Na, Mg, Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Hg, DCO, COT, Al, Cd, As, Sb, B, Se, F, AOX PCB, HCT et triazines Analyses biologiques : DBO₅ Analyses bactériologiques : coliformes fécaux, et totaux, streptococques fécaux, et présence de salmonelles. Ces eaux souterraines font l'objet chaque semestre des contrôles suivants : niveaux piézométriques, pH, potentiel rédox, résistivité et COT. Les résultats sont reportés sur un registre spécial. Les eaux provenant des drains de rabattement de la nappe et celles provenant des drainages sous casiers, collectés de façon séparée, font l'objet d'un contrôle et d'une mesure du débit pour chacun de ces flux. Ces eaux (en cas d'écoulement) font l'objet d'une mesure hebdomadaire du pH et de la conductivité complétée par une analyse mensuelle de la DCO. Les contrôles décrits à l'article 4.3.9 sur les effluents rejetés dans le milieu naturel à partir des bassins de collecte des eaux de ruissellement internes sont au minimum effectués bimestriellement.</p> <p>Constats : Les piézomètres présents sur le site sont au nombre de trois. Le piézomètre n°2 est celui qui est situé en amont de l'installation et les piézomètres 1 et 3 sont situés en aval de l'installation dans le sens d'écoulement de la nappe. Des contrôles sont effectués semestriellement. La société AQUAVIRGO se charge d'effectuer les prélèvements dans les eaux souterraines et soustraite les analyses à la société EUROFINS. Les paramètres mesurés sont conformes à ceux de l'Arrêté Préfectoral du 12 mars 2013 mis à part la recherche de triazines qui n'est plus effectuée depuis 2017.</p> <p>> L'exploitant doit mener des investigations permettant d'expliquer l'absence de recherche de triazines depuis 5 années. L'exploitant devra justifier dans un Porter à Connaissances les raisons pour lesquelles il souhaite déroger à ces mesures, et le cas échéant, demander à modifier son Arrêté Préfectoral d'Autorisation du 12 mars 2013.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2013, article 8.2.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les rejets des eaux contenus dans les bassins de collecte des lixiviats traités fait l'objet de contrôles de chaque bâchée par une analyse des effluents sur tous les paramètres visés à l'article 4.3.10 puis pendant la vidange une analyse simplifiée mensuelle portant sur les paramètres suivants pH, DCO, MEST, NGL.
Constats : Les lixiviats contenus dans les bassins sont contrôlés de manière hebdomadaire par la société OVIVE qui s'occupe entre autre de la station de traitement des lixiviats de l'ISDND. Pendant la période de rejets, ces lixiviats rejetés au milieu naturel sont analysés mensuellement sur les paramètres pH, DCO, MEST, et NGL par la société indépendante AQUAVIRGO. La société OVIVE fait procéder également au contrôle mensuel de ses effluents par un laboratoire accrédité (EUROFINS).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2013, article 8.2.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des prélèvements sont effectués aux points suivants : Dans le ruisseau du Roz en amont de sa confluence avec le ruisseau des Douves du Roz, tous les deux mois sur la période de rejet, dans le Doueff, en amont de St Léry, 3 fois par an (2 pendant et 1 hors période de rejet). Ces prélèvements font l'objet d'analyse sur les paramètres MEST, DBO5, DCO, NKJ, NO3 et Pt. Ils sont éventuellement complétés par le service chargé de la police de l'eau qui est destinataire des résultats de cette surveillance, lesquels lui sont transmis au plus tard le mois suivant leur obtention. L'exploitant procède à la mise en place d'un suivi IBGN des eaux de ruisseau du Roz en amont (point de la Ville Chamel) et en aval (point de la Morinais) du point de confluence avec le fossé recevant le rejet. Ce contrôle débute l'année suivant l'ouverture du centre est ensuite renouvelé tous les trois ans.
Constats : Des prélèvements sont également effectués dans le milieu naturel en amont et en aval du Ruisseau du Roz, en amont et en aval du Doueff ainsi qu'en aval du site de Gael. Ces mesures permettent de s'assurer de l'absence d'impact de ces rejets sur le milieu naturel. Les paramètres mesurés au niveau de station de contrôle sont le pH, MES, NO2, NO3, CH4, DBO, DBO5, NTK, NGL, Pt. De plus, une étude d'acceptabilité de ses rejets sur le milieu naturel a été réalisée en 2022 par le bureau Burgeap en 2022 en y incluant des paramètres supplémentaires tels que l'indice I2M2. L' instruction de cette étude est en cours par le service de l'Inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Bilan hydrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2013, article 8.2.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre sur lequel il reporte les éléments nécessaires au calcul du bilan hydrique de l'installation de stockage de déchets non dangereux(pluviométrie, température, ensoleillement, humidité relative de l'air, relevé de la hauteur d'eau dans les puits, quantité d'effluents rejetés). Les données météorologiques nécessaires, à défaut d'instrumentation sur site, doivent être recherchées auprès de la station météorologique la plus proche et reportées sur le registre. Ce bilan est calculé au moins annuellement. Son suivi doit contribuer à la gestion des flux polluants potentiellement issus de l'installation et à réviser , si nécessaire, les aménagements du site
Constats : L'exploitant ne dispose pas dans son installation de station météorologique. Par conséquent, celui-ci utilise la station météorologique la plus proche, celle de Boisgervilly. Le bilan est effectué annuellement et est intégré dans le rapport annuel de l'installation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Surveillance des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration des résultats
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
Constats : Les résultats de la surveillance de ces émissions sont télédéclarés dans la base de données de GIDAF annuellement avant le 31 mars de chaque année.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Surveillance des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/02/1998, article 64-a-2°
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance piézométrique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Deux fois par an, au moins, le niveau piézométrique est relevé et des prélèvements sont effectués dans la nappe. La fréquence des prélèvements est déterminée sur la base notamment de l'étude citée au point 1 ci-dessus.
Constats : Les prélèvements d'eaux souterraines sont effectués semestriellement par l'organisme AQUAVIRGO. Des analyses sur les paramètres physico chimiques repris dans l'Arrêté Préfectoral du 12 mars 2013 sont effectués ainsi que le niveau d'eau de la nappe. Chaque piézomètre du site est suivi de la même façon.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Entretien des piézomètres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 11
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance du réseau piézométrique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les forages sont régulièrement entretenus de manière à garantir la protection de la ressource en eau souterraine, notamment vis-à-vis du risque de pollution par les eaux de surface et du mélange des eaux issues de différents systèmes aquifères, et à éviter tout gaspillage d'eau.
Constats : Les piézomètres sont installés dans des lieux à situés à l'écart de toute circulation d'engins et de particuliers. Ils sont en bon état et les abords sont propres. Ils sont implantés d'une telle façon qu'il ne peut y avoir de mélange entre les différents systèmes aquifères.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Identification des piézomètres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Repérage des piézomètres
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tous les forages[...] sont identifiés par une plaque mentionnant les références du récépissé de déclaration.
Constats : Les piézomètres sont identifiés uniquement sur des plans de l'installation. Sur site, aucun piézomètre n'est pourvu de plaque d'identification contenant a minima les informations relatives numéro du récépissé de déclaration.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Protection des piézomètres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Qualité des piézomètres
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Il est réalisé une margelle bétonnée, conçue de manière à éloigner les eaux de chacune de leur tête. En zone inondable, cette tête est rendue étanche ou est située dans un local lui-même étanche.
Constats : La tête de chaque piézomètre est étanche. Cependant, il n'y a pas de margelle bétonnée d'une taille de 30 à 50 cm de côté permettant d'éloigner les eaux des têtes de ces piézomètres.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Protection des piézomètres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête du forage conservé pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance. Il doit permettre un parfait isolement du forage des inondations et de toute pollution par les eaux superficielles. En dehors des périodes d'exploitation ou d'intervention, l'accès à l'intérieur du forage est interdit par un dispositif de sécurité.
Constats : Les trois piézomètres du sites sont bien chacun verrouillés par un cadenas.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 13
Thème(s) : Risques chroniques, Comblement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout forage abandonné est comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations géologiques aquifères traversées et l'absence de transfert de pollution.
Constats : Aucun forage n'est abandonné. Tous les forages initialement présents sont utilisés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet